



ÉDITO

@defibrillators

VANIK BERBERIAN
Président AMRF

Des hauts et des bas

C'est ce qui risque de se passer si le Président de la République ne dit pas rapidement, avant la fin du Grand Débat national, ce que le gouvernement compte faire de cette consistante expression des citoyens.

D'abord parce que ce Grand Débat est plutôt une « session de rattrapage » rendue nécessaire pour répondre au doute sur la réalité de l'écoute des marcheurs de La République en Marche qui avaient fait « du porte à porte » pour recueillir les avis des citoyens durant la campagne électorale de 2017 pour construire un programme, puisqu'il faut recommencer !

Mais aussi et surtout parce que ce n'est pas la première fois que citoyens et élus s'expriment avec beaucoup de clarté au travers de leurs nombreux et divers réseaux associatifs. Rappelons, pour ce qui nous concerne, les États Généraux de la Ruralité qui ont conduit à la présentation de 150 propositions.

Sans faire, a priori, de procès d'intention, se pose quand même la sincérité de la démarche en cours, d'autant que la forme envisagée pour ce débat est passée d'une invitation largement ouverte s'appuyant sur la méthodologie de la CNDP (Commission Nationale du Débat Public), à une consultation à partir de quelques questions quasi-fermées alors même que certains membres du gouvernement ont d'ores et déjà annoncé que le cap serait maintenu.

Or, parce que les racines du problème sont très profondes, quelques mesures cosmétiques de diversion non seulement n'y suffiront pas, mais pourraient même provoquer un rejet plus fort encore. La gravité de la situation qui rappelle-le, n'a pas pour seule origine les quelques mois de ce gouvernement mais bien quarante ans d'inefficacité collective à réduire les fractures sociales et territoriales, oblige à la plus grande attention.

Les maires ruraux seront à l'ouvrage, comme ils l'ont toujours été par conscience de la fragilité de l'intérêt général et des valeurs de la République. Mais ils seront également critiques, comme ils l'ont également toujours été, parce que la responsabilité des pouvoirs publics dans leur intégralité est engagée et que nous n'avons collectivement plus droit à l'erreur.

Nous avons une chance historique pour corriger la trajectoire sur de nombreux domaines identifiés dans les cahiers de doléances et des propositions en matière de justice sociale par exemple. Autant d'analyses que pourront enrichir le Grand Débat national dont on ne peut que souhaiter la réussite.

Déjà s'imposent, une fois encore, la restauration du rôle premier de la Commune et la reconnaissance de ce que peuvent apporter les territoires ruraux au Pays.